

produits et services hautement concurrentiels dans les domaines de l'aérospatiale et des télécommunications, où elles sont des chefs de file mondiaux. Je suis sûr qu'il existe beaucoup d'autres merveilleuses possibilités à explorer; en bref, je crois que nous avons plus que jamais l'occasion de faire des affaires ensemble.

Si je ne souhaite pas m'attarder sur le seul nuage qui assombrit nos relations autrement excellentes, je tiens à mentionner que la conservation des pêches dans l'Atlantique Nord-Ouest est le principal problème auquel le Canada et l'Espagne doivent s'attaquer ensemble. Les pêches assurent la subsistance de collectivités des deux côtés de l'Atlantique depuis 400 ans. Or, les technologies modernes de pêche et la surpêche, surtout dans les Grands Bancs de Terre-Neuve, ont entraîné une grave diminution de cette ressource vitale. Nous avons réduit un grand nombre de nos propres quotas de plus de la moitié depuis 1985 pour reconstituer les stocks. Par conséquent, ces deux dernières années, plus de 30 usines ont dû fermer leurs portes dans les provinces de l'Atlantique, ce qui a entraîné la perte de plus de 4 000 emplois.

Le Canada souhaite entretenir de bonnes relations dans le dossier des pêches avec la CE et ses États membres, en particulier l'Espagne. Toutefois, il faut surveiller efficacement les flottes de pêche de la CE pour que tous les pays concernés soient sûrs que les quotas ne seront pas dépassés. Certains progrès ont été accomplis au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO), et le Canada s'est réjoui de la présence prolongée d'un navire d'inspection de la CE dans les eaux régies par l'OPANO. Toutefois, d'autres améliorations s'imposent. Le commissaire de la CE, M. Marin, a déclaré que la Communauté est déterminée à assurer la conservation des ressources biologiques marines, engagement que le président Gonzalez appuie et auquel nous espérons qu'il sera donné suite.

Malgré ce problème, notre coopération avec la CE demeure primordiale. Celle-ci constitue notre deuxième marché après les États-Unis - comme en témoignent des échanges de 13 milliards de dollars en 1990 - et, avec 30 milliards d'investissements directs au Canada, une source essentielle de capitaux et de technologies étrangers pour nous.

Le Canada et la CE ont récemment adopté une «Déclaration sur les relations entre la Communauté européenne et le Canada» que les premiers ministres Andreotti et Mulroney ont signée à Rome l'an dernier. Important jalon du développement des relations politiques entre le Canada et la CE, cette déclaration ouvre la voie à des efforts intensifs en faveur de l'échange de vues et de la coordination d'activités dans divers domaines.